

OFFRE DE POST-DOCTORAT

De la conception à la mise en place: la politique de rénovation des bâtiments à l'épreuve des usage(r)s - projet PREBAT

Contrat de recherche - 2 ans - post-doctorat

Description du sujet :

Le projet PREBAT est un projet porté conjointement par l'ISIGE (Institut Supérieur de Gestion de l'Environnement) et PERSEE (Procédés, Energies Renouvelables et Systèmes Energétiques), dans le cadre de l'Institut pour la Transition 1.5 (TTI.5). Il porte sur les questions de rénovation thermique et énergétique des bâtiments, et cherche à comprendre les difficultés pour passer d'une modélisation fine des potentiels de rénovation thermique à leur opérationnalisation, aussi bien au niveau national que local.

Le projet en quelques mots

Depuis plusieurs années, la France est engagée dans une Stratégie Nationale Bas Carbone (SNBC) visant à la neutralité carbone à l'horizon 2050. Le secteur du Bâtiment, du fait de sa contribution aux émissions carbonées (environ 27% en scope 2 ; 33% en scope 3) porte des objectifs ambitieux jalonnés sur les trois prochaines décennies : -15% d'énergie finale en 2023 (PPE), -28% en 2030 (SNBC), tous les bâtiments au niveau BBC d'ici 2050 (LTECV).

Ces différents jalons réglementaires et législatifs portent une puissante ambition et concourent à la conception d'une politique publique de rénovation énergétique qui se veut forte et rapide. Parmi ses traductions possibles, la récente loi résilience climat [LoiResilienceClimat-juillet2021] propose théoriquement d'imposer le gel des loyers des passoires énergétiques dès 2023, et prévoit l'interdiction de mettre en location les logements mal isolés : les étiquettes G à compter de 2025, les F en 2028 et les E en 2034.

L'analyse de la fabrique des politiques publiques (en sociologie politique, en Science and technology Studies comme en urbanisme) a souvent montré la forte distance qui existe cependant entre les phases de conception et les opérations de mise en œuvre d'une politique (Rival et Ruano-Borbalan, 2017; Zittoun, 2013) et invite à repenser la question de la rénovation sous un angle sociotechnique (Brisepierre, 2014), et notamment les interactions et conditions d'échange entre les acteurs théoriques de la rénovation énergétique .

Des travaux sur les aspects techniques de la rénovation (menés notamment aux Mines) ont pu mettre en exergue les nombreuses questions portant à la fois sur les performances réelles atteignables par le bâti mais aussi sur le potentiel de rénovation de nos territoires. Ils révèlent notamment que le nombre de rénovations énergétiques et le niveau de performance atteints par

ces rénovations ne permettent pas d'atteindre la moitié des objectifs qui ont été fixés au niveau national (Doremi Enertech, 2021 ; Legrand, 2022). Ils confirment les enjeux de manque de coordination et de faibles ressources, aussi bien techniques, politiques que financières et organisationnelles, des différents acteurs régulant le secteur, pointés dans de nombreux travaux en sciences sociales (Degrémont, 2021 pour un exemple récent ; Nessi et al., à paraître)

Le projet de recherche PREBAT vise à mieux caractériser l'épreuve que constitue la rénovation énergétique des bâtiments, à savoir rendre compte de la façon dont les pratiques de rénovation actuelles réécrivent et transforment le script initial d'une trajectoire bas carbone ambitieuse. L'objectif par ce biais est de mieux comprendre les pratiques existantes dans le secteur de la rénovation, et les régulations fines à l'œuvre nationalement comme localement (Poupeau, 2021), afin de mieux réarticuler les données produites sur le potentiel de rénovation des bâtiments et les pratiques réelles. L'ambition est de comprendre à quelles conditions et sous quelles formes se construit une forme de capacité collective (Buclet, 2021) sur la rénovation énergétique des bâtiments.

Encadrement du post-doctorat à Mines Paris - PSL :

Le travail consistera notamment en une analyse de la construction des référentiels d'action nationaux et locaux sur la rénovation thermique des bâtiments. Cela passe par une double enquête :

- Auprès d'acteurs nationaux du secteur de la construction/rénovation, des acteurs régulant le secteur (ministère, ANAH, ADEME, CSTB et autres prescripteurs, comme les syndicats professionnels de la construction) d'un côté, pour mettre en place une forme de cartographie de la rénovation thermique des bâtiments et des référentiels à l'œuvre ;
- Au niveau local, sur trois territoires à identifier pour analyser les modalités locales de la rénovation énergétique et ses difficultés. Ce travail pourra bénéficier des outils, analyses et relations mis en place par le centre PERSEE et le CSTB dans le cadre du projet Shape (2016-2020), ainsi que dans les thèses de Antoine Rogeau (soutenue en 2020) et Martin Rit (en cours).

L'idée générale est donc de développer une enquête auprès à la fois de prescripteurs nationaux sur la rénovation et de trois terrains d'enquête locaux pour mettre la rénovation thermique à l'épreuve de conflits, frictions et autres problèmes de coordination et de connaissance à différents niveaux.

Il est ainsi attendu de la candidate ou du candidat les compétences suivantes :

- Connaissance des mécanismes de fonctionnement de l'action publique et de la gouvernance multi-niveaux (dans l'énergie ou un autre secteur)
- Bonne connaissance des grands enjeux énergétiques contemporains (la connaissance des acteurs de la régulation énergétique française sera un plus) approchés de manière sociotechnique
- Maîtrise des méthodes d'enquête qualitative

- Appétence pour les sujets techniques et capacité à gérer les résultats issus de travaux de modélisation

La personne recrutée sera invitée à organiser un séminaire régulier réunissant une partie des acteurs enquêtés pour à la fois discuter les résultats du projet et l'orientation des programmes de rénovation. Elle sera également associée à l'activité scientifique de l'institut TTI.5, et sera encouragée à se coordonner avec les équipes de l'ANR Premoclasse.

Aspects matériels et logistiques :

Début du contrat : dès que possible

Durée : 24 mois

Rattachement administratif principal : ISIGE (avec locaux entre Paris et Fontainebleau)

Salaire : 2916€ brut

Un budget est prévu pour les déplacements, l'équipement de la personne recrutée, ainsi que pour la valorisation de son travail (participation à des colloques, etc.)

Candidature :

La candidate ou le candidat doit être titulaire d'un doctorat dans l'une des disciplines suivantes (sociologie, urbanisme et aménagement du territoire, géographie, sciences politiques, environnement, économie).

La candidature doit être accompagnée des pièces suivantes :

- Lettre de motivation
- Rapport de soutenance
- Un ou deux textes scientifiques de son choix, écrits par la candidate ou le candidat

Les candidatures sont à envoyer à Daniel Florentin (daniel.florentin@minesparis.psl.eu) et Robin Girard (robin.girard@minesparis.psl.eu) avant le 31 janvier 2023.

Des entretiens seront réalisés avec les candidat.es pré-sélectionné.es sur dossier.

Références :

BRISEPIERRE G (2014) « Comment se décide une rénovation thermique en copropriété? Un nouveau mode d'organisation de l'habitat comme condition de l'innovation énergétique ». Flux, no 2: 31-39

BUCLET N (2021) Territorial Ecology and Socio-ecological Transition, Smart Innovation, London, ISTE/Wiley, 210 p.

DEGREMONT M (2021) « Soyons réalistes, demandons l'impossible », ou comment les conseils régionaux tentent de s'insérer dans la gouvernance de l'énergie. Politiques et Management public, Institut de management public, 38 (4), 397-424.

DORÉMI ENERTECH (2021), « La rénovation performante par étapes. Étude des conditions nécessaires pour atteindre la performance BBC Rénovation ou équivalent à terme en logement individuel », rapport pour l'ADEME, Paris, 216p.

LEGRAND V (2022), La rénovation (réellement) performante : réconcilier sortie de la précarité énergétique et lutte contre les changements climatiques. Annales des Mines - Réalités industrielles, 44-48.

NESSI H, PELLEGRINO M et BAUDRY S (2023), La transition énergétique au défi d'un pouvoir faible. Caroloine Gallez et Olivier Coutard, L'Œil d'or, coll. Critiques et Cités. Vers une France post-carbone ? Freins et leviers d'une transition énergétique régionale.

POUPEAU F-M & BOUTAUD B (2021), La transition énergétique, un nouveau laboratoire de l'action publique locale ?, Pouvoirs locaux, n°119, 1/2021, 28-36.

RIBEMONT T, BOSSY T., EVRARD A., GOURGUES G. & HOFFLER C. (2018). Chapitre 7. La mise en œuvre des politiques publiques. Dans : T. Ribémont, T. Bossy, A. Evrard, G. Gourgues & C. Hoeffler (Dir), Introduction à la sociologie de l'action publique, Louvain-la-Neuve: De Boeck Supérieur, 121-137.

RIVAL M et RUANO-BORBALAN JC (2017) La fabrique des politiques publiques co-construites : idéologie et pratiques innovantes. Politiques et Management public, Institut de management public, 34 (1-2), 5-16.

ZITTOUN P (2013) La fabrique politique des politiques publiques. Une approche pragmatique de l'action publique, Presses de sciences Po, Paris. BRISEPIERRE G (2014) « Comment se décide une rénovation thermique en copropriété? Un nouveau mode d'organisation de l'habitat comme condition de l'innovation énergétique ». Flux, no 2: 31-39



CETTE THÈSE DE DOCTORAT S'INSCRIT DANS LE CADRE DE THE TRANSITION INSTITUTE 1.5 (TTI.5).

TTI.5 EST UN INSTITUT DE RECHERCHE DE MINES PARIS - PSL DÉDIÉ À LA TRANSITION BAS CARBONE.

POUR PLUS D'INFORMATION, CONSULTEZ [THE-TRANSITION-INSTITUTE.MINESPARIS.PSL.EU](https://www.the-transition-institute.minesparis.psl.eu)